



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le **12 FEV. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LE ROUX (SAS) - carrière de Pont Rodou**

20 rue André Foy  
BP 1  
29710 Landudec

Références : ENV-D-25.071  
Code AIOT : 0005503390

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2025 dans l'établissement LE ROUX (SAS) - carrière de Pont Rodou implanté Lieu-dit "Pont Rodou" 29100 Pouldergat. L'inspection a été annoncée le 10/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LE ROUX (SAS) - carrière de Pont Rodou
- Lieu-dit "Pont Rodou" 29100 Pouldergat
- Code AIOT : 0005503390
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LE ROUX TP exploite au lieu-dit Pont Rodou sur la commune de POULDERGAT, une carrière à ciel ouvert de mylonite ainsi que des installations annexes de premiers traitement des matériaux. La production maximale annuelle autorisée est de 70 000 tonnes.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Aménagements préliminaires - Affichage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Aménagements préliminaires - Bornage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 3.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Aménagements préliminaires - Clôture	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 3.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Conduite de l'exploitation - Phasages	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 6.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Prévention des pollutions - Eaux - bassins	Arrêté Préfectoral du 06/05/2008, article 8.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Prévention de la pollution des eaux - Analyses	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 8.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Prévention des pollutions - Bruits	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
10	Prévention des pollutions - Déchets	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
11	Prévention des pollutions - Stockages	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 13.1	Demande d'action corrective	1 mois
12	Risques incendies - Moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 13.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - Nature de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 1	Sans objet
6	Conduite de l'exploitation - Remblayage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 6.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé des écarts majeurs. Les dispositions techniques et organisationnelles mises en place par l'exploitant ne lui ont pas permis d'apporter, au cours de l'inspection, la preuve de la maîtrise des prescriptions contrôlées à l'exception de 3 points de contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative -Nature de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature de l'exploitation			
<b>Prescription contrôlée :</b> La S.A.S. LE ROUX dont le siège social est situé 20 rue A. Foy - BP n°1 - 29710 LANDUDEC est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de POULDERGAT au lieu-dit "Pont Rodou", une carrière à ciel ouvert de mylonite et les installations annexes de premiers traitements des matériaux, dont les activités au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont répertoriées comme suit :			
Activités	Capacité maximale	Rubrique	Régime
Exploitation d'une carrière. Superficie : 8 ha 75 a 70 ca	Production maximale annuelle : 70 000 t	2510	A
[...]	[...]	[...]	[...]
[...]	[...]	[...]	[...]
[...]			
[...]			
<b>Constats :</b> L'exploitant a été en mesure de fournir immédiatement les chiffres des quantités d'extraction de matériaux. Ces chiffres portent sur les 10 dernières années et ne révèlent pas de dépassement des seuils autorisés de 70 000 t/an.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N° 2 : Aménagements préliminaires -Affichage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"><li>. son identité,</li><li>. la référence de l'autorisation,</li><li>. l'objet des travaux,</li><li>. l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté qu'un panneau d'affichage est visible sur le portail d'accès au site d'exploitation. Ce panneau mentionne l'ensemble des informations prescrites, à l'exception de l'adresse de la mairie. Les caractères apparents sur le panneau sont de petites tailles et peu lisibles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour renforcer la lisibilité des informations portées sur le panneau et le compléter de l'adresse de la mairie de la commune.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Aménagements préliminaires - Bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le périmètre de la zone d'extraction compris dans la présente autorisation sera matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.  L'une de ces bornes, fixe et invariable, sera nivelée par référence au Nivellement Général de la France (N.G.F.).
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer l'emplacement de la borne nivelée par référence NGF, seule existante sur le site de l'exploitation selon sa déclaration. Aucune borne (ni référence NGF ni autre) n'est visible sur le site d'exploitation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de positionner les bornes prescrites et de justifier du nivellement d'au moins une d'entre elles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



#### N° 4 : Aménagements préliminaires - Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès de toute zone dangereuse sera interdit par une clôture (grillage périphérique).  Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.  Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre par périphérie.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que l'établissement dispose d'un portail fermant à clef et d'une clôture le long de la route départementale (RD) n° 143.  Le reste du périmètre de la carrière, d'une surface de 8 ha 75 a 70 ca, présente à certains endroits des talus et boisements relativement peu denses, mais aucun grillage n'est visible.  L'inspection des installations classées constate des dénivelés très importants, non signalés, ni protégés. En particulier, il n'y a pas de protection d'accès au droit des fronts de taille (coté Nord et Est) d'une hauteur d'environ 20 à 40 mètres, situés à l'oblique de prairies enherbées (accessibles depuis les voies vicinales) comprises dans le périmètre du site.  Globalement, l'accès de toute zone dangereuse n'est pas clôturé, et aucune pancarte signalant le danger n'est visible sur les chemins d'accès et en périphérie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Conduite de l'exploitation - Phasages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Principe d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation sera conduite, sur l'emprise autorisée, conformément à celle décrite dans le dossier de demande et aux plans de phasage joints au présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'examen des chiffres fournis par l'exploitant, sur les 10 dernières années, 49 671 tonnes de matériaux ont été extraits de la carrière.  Cette production est très faible, au regard du maximum autorisé à 70 000 tonnes par an, et démontre que le phasage du présent arrêté préfectoral n'est pas respecté.  Les modifications du rythme d'exploitation peuvent remettre en cause les hypothèses et conclusions des études d'impact, notamment sur la biodiversité.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dépôt d'un dossier de modification des phasages d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Conduite de l'exploitation - Remblayage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'apport, en vue du stockage, de matériaux extérieurs au site est autorisé.  Les déchets apportés doivent être inertes, non contaminés par des polluants. Les déchets inertes contenant de l'amiante ne sont pas admis.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence de monticules de déchets inertes de type terre et pierres.  Elle n'a pas constaté la présence de déchets d'amiante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Prévention des pollutions - Eaux - bassins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2008, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement et d'exhaure
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement et d'exhaure seront collectées avant rejet. Elles devront transiter par des bassins de décantation dont le volume utile disponible minimal sera de 100 m3. Ce volume devra être, par la suite, adapté à la surface de l'exploitation sans couverture végétale.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence :  . d'un bassin de récupération des eaux pluviales et d'exhaure, en font de fouille. Les eaux sont conduites par une pompe électrique de ce bassin vers un deuxième bassin situé sur la plateforme en bordure de la rivière Le Goyen. Ce deuxième bassin est quasi envahi de broussailles et d'arbustes. Il n'a pas été constaté d'écoulement d'eau. Ce bassin ne permet pas la décantation des eaux avant rejet.  . d'un ancien bassin de lavage des produits d'extraction sur des installations fixes désaffectées (tamis et grilles très dégradés), mais disposant d'une évacuation d'eau dans la rivière Le Goyen.  . d'un bassin de rétention en partie Est du site, sur l'aire de stockage (selon indication de l'exploitant).



<p>Le visuel et la fonctionnalité de ce bassin est impossible à vérifier en l'état, du fait de la végétation dense. Son exutoire vers la rivière Le Goyen n'est pas visible.</p> <p>Par ailleurs, aucun système d'obturation (excepté le bassin de fond de fouille avec sa pompe) des eaux, potentiellement polluées, dans le milieu, n'est présent.</p> <p>Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le volume de ces 4 bassins.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Prévention de la pollution des eaux - Analyses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Normes - rejets des eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux canalisées seront rejetées dans le Goyen au droit de la carrière.</p> <p>Le débit maximal des eaux rejetées est fixé à 50 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Elles devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée (proportionnel au débit) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. pH compris entre 5,5 et 8,5 (NFT 90.008) (1)</li> <li>. Température inférieure à 30° C (NFT 90.100) (1)</li> <li>. MEST (2) inférieure à 25 mg/l (NFT 90.105) (1)</li> <li>. DCO (3) inférieure à 125 mg/l (NFT 90.101) (1)</li> <li>. Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l (NFT 90.114) (1)</li> </ul> <p>(1) Normes des mesures  (2) MEST : matière en suspension totale  (3) DCO : demande chimique en oxygène sur effluent non décanté</p> <p>[...]  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les analyses des eaux rejetées réalisées en 2022, 2023 et 2024.</p> <p>Les résultats d'analyses ne montrent pas de dépassement des valeurs prescrites.</p> <p>L'exploitant n'a pas indiqué le lieu de prélèvement des eaux pour ces analyses.</p> <p>Les rapports d'analyses ne précisent pas les modalités de réalisations des opérations d'échantillonnage conformément au « Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE - février 2022 ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 9 : Prévention des pollutions - Bruits

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruits

**Prescription contrôlée :**

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour - jardin - terrasse...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure à :

- . 5 dB(A) pour la période allant de 7 H 00 à 22 H 00 pour les niveaux supérieurs à 45 dB(A),
- . 6 dB(A) pour la période allant de 7 H 00 à 22 H 00 pour les niveaux inférieurs à 45 dB(A) (Créac'h Voyer),
- . 4 dB(A) en période de nuit.

Il n'y a pas d'activité d'exploitation en période de nuit ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

En limite de l'autorisation, le niveau de bruit ne doit pas excéder 50 dB(A) en limite Nord, 55 dB(A) en limite Sud. Le groupe de concassage mobile ne sera pas utilisé sur la plate-forme à l'entrée lorsque les vents seront de secteur de Nord-Ouest à Nord-Est. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-dessous et au plant ci-joint. Ce tableau fixe les points de contrôle et la nature des contrôles à effectuer :

	Jour (7h00-22h00)
Points de contrôle	Contrôle
1- Créac'h Voyer	Emergence
2- Moulin Com	Emergence
3- Moulin Poas	Emergence

Il est procédé, une fois tous les 3 ans, à un contrôle des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le jour de l'inspection le rapport d'essai du bureau d'études Technilab en date du 06 janvier 2016 (ou 2015 du fait d'une incohérence de date sur le document), relatif à la caractérisation et au mesurage des bruits de l'environnement réalisée le 12 novembre 2015 (ou 2014 du fait d'une incohérence de date sur le document).

<p>Les résultats du rapport mentionne que : "les niveaux sonores et les émergences ne dépassent pas les limites admissibles".</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle de niveau sonore plus récent.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la périodicité de réaliser ce contrôle des niveaux acoustiques, une fois tout les 3 ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Prévention des pollutions - Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Le carreau de la carrière sera constamment tenu en bon état de propreté. Les vieux matériels, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne devront pas s'y accumuler. Aucun dépôt de déchets non inertes en provenance de l'extérieur, même en transit, ne sera admis sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté sur le site d'exploitation la présence d'une citerne (type de contenant inconnu), d'environ 5 à 6 mètres de long, posée à proximité de la rivière Le Goyen, ainsi que divers stockages de poutres en métal posées au sol proche du hangar.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Prévention des pollutions - Stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 13.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il n'y a pas de stockage d'hydrocarbures sur le site.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence de 2 fûts bleus d'une contenance de 200 litres dans le hangar présent sur le site d'exploitation.</p> <p>L'un des fûts porte la mention "gazoil".</p> <p>Le fût n'est pas entreposé sur rétention.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Risques incendies - Moyens de lutte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 13.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant pourvoit les installations et les matériels d'équipements de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour permettre l'alimentation des engins d'incendie et de secours.</p> <p>Ces équipements seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'établissement est dépourvu de toute installation, de matériel et d'équipements de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur (extincteur, réserve d'eau incendie et/ou poteau incendie).</p> <p>Par ailleurs, il est constaté la présence d'un transformateur haute tension, de plusieurs bâtiments préfabriqués et d'un hangar. Dans le hangar, la présence de divers matériels (machines travaux publics, moteurs électriques, mobiliers, armoire électrique, pièces détachées machines, pneus d'engins de transport de travaux publics, et fûts de carburant (mention de "gazoil").</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

